

Samir AMIN

## A PROPOS DE LA CHINE

### Le « socialisme de marché »

### Etape dans la longue transition socialiste

### ou raccourci vers le capitalisme ?

Cet article fait suite à un précédent, écrit en 2000. La similitude des titres de ces deux articles (le précédant avait pour titre : « *Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché* ») indique que l'objet de ma préoccupation n'a pas changé.

L'article précédent avait été traduit en chinois, ce qui m'a permis de bénéficier en 2002, à l'occasion d'une nouvelle visite en Chine, des commentaires d'intellectuels de ce pays, en particulier de ceux qui restent attachés à la perspective socialiste.

1. La question fondamentale que je me pose est la même depuis 1980, c'est à dire depuis que la Chine a amorcé, avec Deng Xiaoping, son option en faveur d'une forme « d'économie de marché » qui l'a conduite là où elle est aujourd'hui. Une dizaine d'années avant même que ne disparaisse l'URSS je posais cette question, à partir de la critique du « modèle soviétique » dit du « socialisme réellement existant » (S. Amin, *Trente ans de critique du stalinisme*).

Cette question reste ouverte, et certainement le restera longtemps. Mais elle doit être – ou devrait être – au cœur même des préoccupations de tous ceux qui, n'étant pas convaincus des vertus du capitalisme, assimilé alors à la raison humaine transhistorique, et partant, constituant de ce fait la « fin de l'histoire », demeurent soucieux de penser au delà de ce système, aux exigences et aux possibilités d'une construction sociale nouvelle, supérieure, socialiste.

L'histoire est souvent plus longue qu'on ne le pense, ou le souhaite. La première vague d'expériences qui se sont voulues socialistes, du moins à l'origine, et qui ont occupé la majeure partie du siècle dernier, ont graduellement épuisé leur potentiel, se sont érodées, effondrées parfois, ou ont amorcé leur remise en question. Une seconde vague viendra certainement, qui ne peut être un *remake* de la précédente ; non seulement parce qu'il faut bien tirer quelques leçons des échecs, mais encore parce qu'entre temps le monde (capitaliste) a changé. Après tout, en y regardant de près, la première vague de transformations capitalistes, qui avait eu pour théâtre les villes italiennes de la Renaissance, a bel et bien avorté ; mais elle a été suivie par une seconde vague, localisée dans le quart nord ouest atlantique de l'Europe, qui, elle, a donné le capitalisme historique dans les formes essentielles qui sont les siennes jusqu'à ce jour.

Le débat sur la question de l'avenir du socialisme reste donc vivant et central. Ce débat, bien évidemment, peut et doit être abordé sous les angles multiples que la diversité même de la réalité sociale, toujours complexe, offre à l'analyse et à l'action transformatrice. Je n'aborderai cette question centrale, ici comme dans l'article précédent, qu'à partir des réflexions que l'évolution de la Chine peut inspirer. En sachant bien que la même question est posée ailleurs, sous des angles différents et à partir de réflexions inspirées par d'autres expériences, qu'il s'agisse de celles du Viet Nam et de Cuba, ou de celles du monde ex-

soviétique, ou de celles de la social-démocratie des pays capitalistes développés, ou encore de celles des populismes nationaux radicaux du tiers monde.

Ma question centrale est la suivante : la Chine évolue-t-elle vers une forme stabilisée de capitalisme ? Ou demeure-t-elle dans la perspective possible d'une transition au socialisme ?

Je ne pose pas cette question en termes de « prévisions » du plus probable. Je la pose dans de tous autres termes : quelles sont les contradictions et les luttes qui ont pour théâtre la Chine contemporaine ? Quelles sont les forces et les faiblesses de la voie adoptée (au demeurant largement capitaliste) ? Quelles sont les atouts des forces anti-capitalistes (socialistes au moins potentiellement) ? A quelles conditions la voie capitaliste peut-elle triompher, et quelle forme de capitalisme plus ou moins stabilisé pourrait-elle produire ? A quelles conditions le moment actuel pourrait s'infléchir dans des directions qui en feraient une étape (longue) dans la transition (encore plus longue) vers le socialisme ?

Un esprit militant, qui se définit par la volonté de mettre sa capacité d'analyse au service de l'action transformatrice, ne peut éviter de faire des prévisions, ne serait-ce que parce qu'il lui faut supputer les conséquences de la ligne qu'il critique et de celle qu'il défend. Mais il ne peut pas davantage se contenter de « prévoir l'avenir », comme un observateur détaché peut croire le pouvoir. Sa préoccupation majeure demeurant celle de savoir comment infléchir le cours de l'histoire, il lui faut pour cela aller bien au delà de la seule lecture du cours des évolutions.

2. La classe dirigeante chinoise a choisi la voie capitaliste, sinon depuis Deng, au moins après lui. Mais elle ne le reconnaît pas. La raison en est qu'elle tient toute sa légitimité de la révolution qu'elle ne saurait répudier sans se suicider. La révolution chinoise est, comme l'a été la révolution française, l'événement majeur, la coupure décisive dans l'histoire des deux peuples concernés. Les deux peuples tiennent leur entrée massive et consciente sur la scène de leur histoire à ces révolutions, si imparfaites, voire décevantes à certains égards eussent-elles été. Elles sont « sacrées », quand bien même des intellectuels réactionnaires, dans les deux cas, s'emploient-ils à vouloir les dénigrer, voire en nier la portée.

Mais on doit juger les êtres humains – et les forces politiques, qu'ils représentent – par ce qu'ils font et non par ce qu'ils disent. Cela étant la question qu'il faut alors se poser concerne l'avenir de cette option fondamentale de fait. Le projet réel de la classe dirigeante chinoise est de nature capitaliste, et le « socialisme de marché » devient un raccourci permettant de mettre en place progressivement les structures et les institutions fondamentales du capitalisme, en réduisant au maximum les frottements et les peines de la transition au capitalisme. La méthode se situe aux antipodes de celle adoptée par la classe dirigeante russe qui a accepté de renier à la fois la révolution et l'évolution ultérieure qui lui a permis de se constituer en classe nouvelle, candidate à devenir bourgeoise. La méthode russe s'est, de ce fait, inscrite dans la logique de « la thérapie de choc ». Je ne sais pas si l'histoire lui permettra de s'en sortir par ce moyen et de mettre en place une forme stabilisée de capitalisme assurant la pérennité (pour un temps) de son pouvoir de classe. Ce n'est pas mon sujet ici.

La classe dirigeante chinoise a fait une option fort différente. Je crois qu'une fraction importante de cette classe sait que la ligne qu'elle s'efforce de faire progresser conduit au capitalisme, et le souhaite, même si peut être une fraction (sans doute minoritaire) reste prisonnière de la rhétorique du « socialisme à la chinoise ». La classe dominante chinoise sait aussi – probablement – que son peuple est attaché aux « valeurs du socialisme » (l'égalité en premier lieu) et aux avancées réelles qui leur ont été associées (le droit d'accès égal à la terre de tous les paysans en premier lieu). Elle sait donc qu'il lui faut avancer vers le capitalisme avec beaucoup de prudence et de lenteur calculée.

La question est alors de savoir si elle peut parvenir à ses fins et quelles pourraient être alors les caractères (spécifiques ou non) du capitalisme chinois en construction, et en particulier son degré éventuel de stabilité. Donner à cette question une réponse négative en disant que « le peuple chinois ne le permettra pas » est loin d'être satisfaisant, même si – en gros – cela n'est pas absolument impossible, si on le souhaite et même qu'on agisse pour qu'il en soit ainsi.

Pour avancer dans l'argumentation sur la question il faut approfondir l'analyse des contradictions de la ligne capitaliste, de ses forces et de ses faiblesses, de ce qu'elle peut offrir en termes de croissance, développement, amélioration des conditions sociales et des niveaux de vie, et de ce qu'elle ne peut pas offrir. Là encore se contenter de dire que la voie capitaliste est fondée sur l'exploitation du travail, pour la condamner, ne nous avance pas beaucoup. C'est vrai. Mais n'empêche guère le capitalisme d'exister et d'être légitime aux yeux mêmes de beaucoup de ceux qu'il exploite. La voie capitaliste tient sa force, et partant une bonne part de sa

légitimité, la stabilité de sa construction, de sa capacité à réaliser une croissance économique dont les bénéfices matériels sont largement distribués – même si inégalement.

La structure, nature, forme de la construction capitaliste, son degré de stabilité, sont les produits des « compromis historiques », des alliances sociales définissant les blocs hégémoniques qui se succèdent au fur et à mesure de la construction du système. La spécificité de chacune des voies historiques (l'anglaise, la française, l'allemande, l'américaine ...) définies par ces successions a produit à son tour les particularités éventuelles des formes contemporaines propres à chacune des sociétés capitalistes en question. C'est parce que ces cheminements – différents – ont été conduits avec succès que le capitalisme dans les pays du centre du système mondial est « stabilisé » (ce qui n'est pas synonyme « d'éternel » !).

Quelles sont les possibilités offertes à la voie capitaliste dans la Chine d'aujourd'hui ? Des alliances entre les pouvoirs de l'Etat, la nouvelle classe de « grands capitalistes privés » (jusqu'à ce jour constituée principalement des Chinois de l'extérieur, mais sans qu'on puisse exclure l'émergence d'une classe analogue de Chinois de l'intérieur), les paysans des zones enrichies par les débouchés que leur offrent les marchés urbains, les classes moyennes en plein essor, ne sont pas difficiles à imaginer, elles sont déjà en place. Mais il reste que ce bloc hégémonique – potentiel encore plus que réel – exclut la grande majorité des ouvriers et des paysans. Toute analogie avec les alliances historiques construites par certaines bourgeoisies européennes avec la paysannerie (contre la classe ouvrière), puis, par la suite le compromis historique capital-travail de la social-démocratie, demeure donc artificiel et fragile.

Cette faiblesse d'un bloc hégémonique pro-capitaliste en Chine est à l'origine du problème difficile de la gestion politique du système. Je laisse aux idéologues propagandistes américains vulgaires le soin de placer un signe d'égalité entre marché et démocratie. Le capitalisme fonctionne, dans certaines conditions, en parallèle avec une pratique politique d'une forme démocratique donnée, pour autant qu'il parvienne à en contrôler l'usage et à en éviter les « dérives » (anti-capitalistes) que la démocratie comporte fatalement. Lorsqu'il en est incapable, le capitalisme se passe tout simplement de démocratie et ne s'en porte pas plus mal.

La question démocratique en Chine se pose dans des termes plus complexes, du fait de l'héritage de la IIIe Internationale (du marxisme –léniniste et maoïste) et de ses concepts singuliers concernant la « dictature du prolétariat » et la prétendue « démocratie socialiste ». Ce n'est pas mon sujet ici (j'en ai traité ailleurs). Mais il est évident que le maintien de ces formes politiques est difficilement compatible avec une option capitaliste qui apparaîtra de plus en plus telle. Comment le Parti-Etat pourra-t-il maintenir son nom (parti communiste !) et sa référence, de pure rhétorique fut-elle, à Marx et à Mao ! Leur abandon au profit de l'adoption des formes de la « démocratie occidentale » (pluripartisme électoral pour l'essentiel) pourra-t-il fonctionner dans les conditions du pays ? J'en doute, non pour des raisons para-culturelles prétendues historiques (du style « la démocratie est un concept étranger à la culture chinoise »), mais parce que les luttes sociales dans lesquelles risque de se mobiliser la majorité des classes populaires en rendraient la pratique intenable. La Chine doit inventer une autre forme de démocratie, associée au socialisme de marché conçu comme phase dans la longue transition socialiste, question sur laquelle je reviendrai. A défaut je ne vois guère que la succession d'autocraties sans légitimité et d'intermédiaires de « petite démocratie » instable, qui est le lot courant du tiers monde capitaliste.

Les possibilités économiques de la voie capitaliste en Chine et l'éventail des formes de sa gestion politique qui leur sont associées, dépendent aussi – en partie tout au moins – des conditions de l'insertion de ce capitalisme dans le système capitaliste mondial d'aujourd'hui et de demain. Je reviendrai sur cette question multidimensionnelle. Car il ne s'agit pas seulement ici des aspects économiques de cette insertion. Les dimensions géopolitiques du problème ne sont pas moins importantes. Et comme on le sait, sur ce plan, les Etats Unis ont proclamé par les voix de Bush père, Clinton et Bush fils qu'ils ne toléreront pas l'émergence d'une nouvelle puissance chinoise, fut-elle capitaliste.

La rhétorique concernant la diversité des capitalismes fleurit partout dans le monde contemporain, souvent associée à une évocation incantatoire de spécificités peu ou mal définies, exploitées avec le plus grand opportunisme politique par les uns et les autres. La Chine ne fait pas exception et la « voie chinoise » - capitaliste sans le dire chez les uns, affirmée socialiste par les autres – est rarement exprimée en termes suffisamment précis pour échapper à ces instrumentalisation opportunistes.

La variété est dans la nature et le constat de la diversité des sociétés capitalistes une platitude. Oui le capitalisme « rhénan » (pour ne pas dire les capitalismes français et allemand, passablement différents ! Réconciliation franco-allemande oblige !) est différent de « l'anglosaxon » (mais ici aussi le capitalisme états unien est passablement différent du britannique ...). Pourquoi donc ? J'ai proposé, sur cette question, le transfert du débat

du plan descriptif de l'actualité à celui de l'analyse historique des cultures politiques produites par les luttes sociales qui ont accompagné la formation de la modernité (S. Amin, *Marx et la démocratie* ; S. Amin, *La raison*). Sans revenir sur les arguments que j'ai déployés à cette occasion j'en résumerai la portée en accusant le contraste entre l'idéologie nord américaine et celle de l'Europe. La première ne reconnaît que deux valeurs fondamentales : la propriété privée et la liberté (entendue alors comme celle de faire un usage de la propriété libéré de toute contrainte). La seconde reconnaît une valeur d'égalité dont le conflit avec celle de liberté doit être géré, par la reconnaissance de contraintes imposées à la propriété (à laquelle la révolution française substitue alors la fraternité). J'ai même placé ce contraste au cœur de la contradiction Europe - Etats Unis, que je ne situe pas au plan du conflit des intérêts du capital dominant, l'impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) ayant pris la relève de l'impérialisme de l'histoire antérieure (S. Amin, *Au delà du capitalisme sénile*).

Aussi important, sinon davantage, le contraste qui oppose l'ensemble des capitalismes périphériques (eux mêmes divers dans l'espace et le temps) à ceux des centres. Un contraste dont la forme s'est transformée d'une étape à l'autre de l'expansion du capitalisme mondial toujours impérialiste (au sens de polarisant), mais qui s'est toujours approfondi. L'avenir n'est pas, sur ce plan, différent du passé et du présent, la polarisation étant immanente au capitalisme. Je ne reviendrai pas ici sur les formes nouvelles en construction du contraste centre/périphéries, fondées sur les nouveaux monopoles articulés des centres (technologie, accès aux ressources naturelles, communications et information, contrôle du système financier mondial, armements de destruction massive) se substituant au monopole simple de l'industrie des époques antérieures. Dans ce sens la qualification de « pays émergents » relève de la farce idéologique ; il s'agit de pays qui, loin de « rattraper », construisent le capitalisme périphérique de demain. La Chine ne fait pas exception.

L'invocation de la dimension culturelle ou dite telle et la variété qu'elle impose (ou imposerait) aux voies du capitalisme (ou du socialisme) devient rituelle dans ses formes d'expression et opportuniste dans les fins qu'elle s'emploie à justifier (mal) dès lors que la « culture » est conçue comme un invariant transhistorique, postulat nécessaire à tous les fondamentalistes (celui de Bush comme celui de Ben Laden). Nous n'avons que faire de ce genre à la mode, la question véritable – celle de l'interaction des cultures et de leur transformation permanente – étant d'emblée évacuée de la réflexion.

Non moins vulgaire est le contraste prétendu entre « capitalisme normal » (à la manière de l'idéal type de Weber) et « capitalisme populaire » qu'on prétend fondé sur une propriété répartie sinon également tout au moins très largement (le citoyen devenu à la fois travailleur et actionnaire, à la manière conçue dans le mode d'accumulation « patrimonial » et de bien d'autres discours qui s'inscrivent dans l'air du temps).

Par delà toutes ses variantes et variétés, passées et futures, centrales et périphériques, le capitalisme définit toujours une société (et pas seulement une économie) fondée sur l'aliénation économiciste et marchande, condition immanente de sa soumission aux exigences de l'accumulation.

**3.** Le socialisme se définit alors d'abord comme émancipation de l'humanité et partant construction d'un mode d'organisation général de la société libérée de la soumission aliénante aux exigences de l'accumulation du capital. Socialisme et démocratie sont alors inséparables.

Je ne reviendrai pas ici sur ce que j'ai écrit ailleurs concernant la nature des systèmes du monde soviétique et de la Chine maoïste, de leurs projets d'origine et de leur évolution (ou dérive), de la responsabilité des circonstances dans leur transformation sous la pression des exigences du « rattrapage » et de celle des idéologies du mouvement ouvrier et socialiste des IIe et IIIe Internationales. Je rappellerai seulement que j'ai mis en garde contre la confusion réductrice qui assimilait la planification centralisée telle qu'elle fut conçue, en réponse (adéquate à mon avis) à un tout premier moment nécessaire dans les circonstances, mais par la suite érigée abusivement en synonyme de « socialisme achevé » (cf. mon article précédent).

Le socialisme « achevé » si tant est qu'on puisse qualifier un système social quelconque, nécessairement lui aussi mondialisé, encore davantage que ne l'est le capitalisme (dont la mondialisation, tronquée et biaisée, produit la polarisation centres/périphéries qui lui est immanente), ne peut être décrit à l'avance en termes de formes d'organisations précises et d'institutions adéquates mais dans ceux des principes qui doivent guider l'imagination créatrice des peuples et leur plein exercice des pouvoirs que leur fournit une démocratisation toujours inachevée, toujours approfondie. Sur ce plan l'utopie créatrice inspirée de Marx (en acceptant qu'être

marxiste ce n'est pas s'arrêter à Marx mais partir de lui) comme celle des théologies de la libération ont beaucoup plus à dire que ce qu'une médiocre sociologie dite réaliste peut offrir à la réflexion.

La route en direction de ce socialisme sera longue, plus longue (et différente) de celles imaginées par les IIe et IIIe Internationales (cf. S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, Conclusion : *retour sur la question de la transition*). Et dans cette perspective un « socialisme de marché » pourrait en constituer une première phase. Mais il y a des conditions pour qu'il en soit ainsi, que je formulerai dans trois propositions.

La première est que des formes de propriété collective soient créées, maintenues et renforcées au cours de tout le processus d'avancée sociale. Ces formes peuvent, et doivent même, être multiples : relever de l'Etat, des collectivités régionales, de collectifs de travailleurs ou de citoyens. Mais pour qu'elles puissent opérer avec toutes les responsabilités que le respect de l'échange marchand exige il leur faut être conçues comme des formes de propriété authentique (fusse-t-elle non privée), non comme des expressions de pouvoirs mal définis. Je n'accepte pas, à ce propos, la simplification à la mode – inventée par von Mises et von Hayek – qui confond propriété et propriété privée. Cette réduction/simplification procède de la confusion planification centralisée à la soviétique / socialisme. Les deux adversaires se situaient donc sur un même terrain. Par ailleurs la dominance de la propriété collective n'exclut pas la reconnaissance d'une place octroyée à la propriété privée. Non seulement de la « petite propriété » locale (artisanats, petites et moyennes entreprises, petits commerces et services), mais même peut être de la « grande entreprise », voire d'arrangements avec le grand capital transnationalisé. A condition que le cadre dans lequel ceux-ci sont autorisés à se mouvoir soit clairement défini.

Car l'exercice des responsabilités de « propriétaires » (Etat, collectivités et privés) doit être régulé. Cette seconde proposition est formulée ici dans des termes vagues qui ne peuvent être précisés qu'en tenant compte à la fois des exigences concrètes des moments successifs de la transformation et de celles de la perspective plus lointaine de l'objectif socialiste. Autrement dit il faut entendre par régulation la combinaison conflictuelle entre les exigences associées à une accumulation de caractère capitaliste (en dépit du caractère collectif de la propriété) et celles du déploiement progressif des valeurs du socialisme (l'égalité en premier lieu, l'intégration de tous dans le processus de changement, le service public au sens le plus noble du terme).

Ma troisième proposition concerne la démocratie, dont il est évident qu'elle est inséparable du concept d'émancipation. La démocratie est alors non une formule donnée une fois pour toute, qu'il n'y a plus qu'à « appliquer », mais un processus toujours inachevé, ce qui m'a conduit à lui préférer le terme de démocratisation. Celle-ci doit alors savoir combiner, dans des formulations sans cesse plus complexes et riches, les exigences incontournables de leur définition en termes de « procédures » précises (l'Etat de droit dans le langage simplifié) et en termes « substantiels ». J'entends par là la capacité de l'exercice de cette démocratisation à renforcer l'impact des valeurs du socialisme sur les processus de décision à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Le système soviétique aurait-il pu, ou non, évoluer dans ce sens, faire des réformes allant dans ce sens, le libérant des carcans de la planification centralisée à sa manière et de l'Etat-parti s'auto-érigeant en « avant garde » ? La question relève désormais de l'histoire. Celle-ci révèle en tout cas que les « réformes », quand elles furent envisagées, n'allaient pas dans ce sens, mais au contraire visaient à prolonger la survie du système parvenu à ses limites historiques.

La Chine actuelle s'est déjà positionnée en dehors du « socialisme de marché » tel que proposé ici, s'étant avancée dans la voie capitaliste, ayant accepté – en principe – la perspective de la substitution de la propriété privée à celle de la dominance de la propriété collective et publique. Beaucoup de critiques – chinois en particulier – du système actuel affirment qu'il est « déjà trop tard », non sans arguments factuels solides. Ce n'est pas exactement mon point de vue. Tant que le principe de l'accès égal à la terre reste reconnu et que sa mise en œuvre effective reste opérante, je crois pouvoir conclure qu'il n'est pas trop tard pour que l'action sociale parvienne à infléchir une évolution encore incertaine. C'est aussi le point de vue de William Hinton. Je vais en développer l'argument dans la section qui suit.

4. La population de Chine s'élevait en 2000 à 1 200 millions d'habitants dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple à l'horizon 2020 (vingt ans) démontre qu'il serait illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des ruraux, même si elle parvient à en abaisser la proportion.

Une croissance démographique de l'ordre de 1,2 % par an portera la population de la Chine en 2020 à 1 520 millions. Par ailleurs admettons que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, au taux de 5 % l'an. Pour y parvenir la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif (les « mêmes industries et services » qu'à l'heure actuelle, mais en plus grand nombre), mais par un mode partiellement intensif, associé à une forte amélioration de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2 % l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3 % l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions. Ce dernier chiffre inclurait le même volume de population urbaine actuellement réduite soit au chômage, soit à des emplois précaires et informels (et ce volume n'est pas négligeable). Néanmoins leur proportion serait alors fortement réduite (et ce serait déjà un beau résultat).

Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois – le même nombre qu'aujourd'hui mais dans une proportion réduite de 67 % à 53 % de la population totale – devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir une population marginalisée de bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le tiers monde capitaliste.

Une projection à plus long terme – quarante ans – conforterait cette conclusion : même dans les hypothèses les plus optimistes concernant la poursuite d'un processus de modernisation et d'industrialisation puissant et sans accroc dus à des événements et des conjonctures politiques ou économiques, nationales ou mondiales, défavorables, même passagères, on ne peut espérer voir la proportion de la population rurale réduite que lentement, sur au moins un siècle.

Ce problème est loin d'être spécifique à la Chine. Il concerne l'ensemble du tiers monde, c'est à dire 75 % de la population mondiale.

Les agricultures paysannes rassemblent près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisé, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de 10 quintaux seulement par actif. L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans ». Mais leur productivité, fonction de la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale) et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent- céréales par travailleur et par an.

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux (les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux) ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse

fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de milliards d'êtres humains « en trop ».

La stratégie que le capital dominant veut désormais mettre en œuvre n'est rien moins qu'une sorte « d'enclosure » à l'échelle mondiale. Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole ») il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, plusieurs milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

L'argument des défenseurs du capitalisme est que la question agraire en Europe a bien trouvé sa solution par l'exode rural. Pourquoi les pays du Sud ne reproduiraient-ils pas, avec un ou deux siècles de retard, un modèle de transformation analogue ? On oublie ici que les industries et les services urbains du XIXe siècle européen exigeaient une main d'œuvre abondante et que l'excédant de celle-ci a pu émigrer en masse vers les Amériques. Le tiers monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui ordonne de l'être il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main d'œuvre. La polarisation produite par l'expansion mondiale du capital interdit au Sud de reproduire avec retard le modèle du Nord.

Alors que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXIe siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme - autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial - ,comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne , sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes . Bien entendu l'articulation développement des agricultures paysannes / industrialisation moderne peut et doit également s'inscrire dans la perspective inventive d'un imaginaire social libéré du modèle du gaspillage propre au capitalisme central, qu'on aurait du mal à penser généralisé à une dizaine de milliards d'êtres humains.

La « question agraire », loin d'avoir trouvé sa solution, est plus que jamais au cœur des défis majeurs auxquels l'humanité sera confrontée au XXIe siècle. Les réponses qui seront données à cette question façonneront d'une manière décisive le cours de l'histoire.

Or la Chine dispose dans ce domaine d'un atout majeur – l'héritage de sa révolution – qui lui permettrait de produire l'un des « modèles » possibles de ce qu'il faut faire. L'accès à la terre est en effet pour la moitié de

l'humanité un droit fondamental, et sa reconnaissance la condition de sa survie. Ce droit, ignoré par le capitalisme, n'est pas même mentionné dans la Charte des Droits de l'ONU ! Mais il est reconnu jusqu'à ce jour en Chine (et au Viet Nam). L'illusion suprême serait qu'en y renonçant, c'est à dire en attribuant à la terre le statut de marchandise comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs, on pourrait « accélérer la modernisation ».

La modernisation de l'agriculture est bien l'une des quatre modernisations formulées par Zhou Enlai. Qu'elle s'impose ne signifie nullement que la croissance nécessaire de la production agricole exige qu'on abandonne le droit à la terre de tous au bénéfice de quelques uns. Cette voie donnerait certainement une belle croissance de la production de quelques uns, mais au prix de la stagnation de beaucoup. La moyenne que représenterait cette croissance pour l'ensemble de la paysannerie restée sur place ou émigrée dans les bidonvilles risquerait fort d'être finalement médiocre à long terme.

Cette réalité n'intéresse pas les défenseurs inconditionnels du capitalisme. L'accumulation et l'enrichissement de quelques est la seule loi qu'il connaisse, l'exclusion des « inutiles », fussent-ils des milliards d'êtres humains, n'est pas son problème.

L'histoire de la Chine au cours du dernier demi siècle a démontré qu'une autre voie, visant à engager l'ensemble de la paysannerie dans le processus de la modernisation, (laquelle respecte donc le droit à la terre de tous) peut donner des résultats qui soutiennent favorablement la comparaison avec la voie capitaliste (la comparaison entre la Chine et l'Inde est sur ce plan fort instructive). Choisir cette voie n'est certainement pas choisir celle de la facilité car les stratégies, moyens d'intervention et formes institutionnelles qui peuvent lui donner l'efficacité souhaitable maximale ne peuvent être données une fois pour toute, et être les mêmes partout (en l'occurrence dans l'ensemble des régions de la Chine) et à tous les stades de l'évolution. L'erreur du modèle kolkhozien soviétique et de celui des communes chinoises a été précisément, en parallèle à celle de la planification centralisée, d'avoir érigé ces formules en solutions prétendues définitives. Je rejoins ici les propositions de nombreuses organisations paysannes chinoises et de William Hinton, qui prônent, au stade actuel, le soutien à un mouvement diversifié de coopératives volontaires.

Qu'on le veuille ou pas la « question agraire » demeure l'un des axes principaux du défi de la modernisation. Le contraste centres/périphéries est lui même en bonne partie produit et reproduit par le choix de la « voie capitaliste » dont les effets sur les sociétés de la périphérie ont été et continuent à être désastreux. La « voie paysanne », articulée aux autres segments de l'organisation d'une étape « socialiste de marché » constitue la seule réponse de principe adéquate, capable de faire sortir les sociétés du tiers monde de leur « sous-développement », de la misère grandissante qui frappe des milliards d'êtres humains, de l'insignifiance du pouvoir de leurs Etats sur la scène internationale.

5. L'héritage de la révolution chinoise pèse et continuera à peser d'un poids – positif – considérable.

Les succès enregistrés au cours des vingt dernières années – croissance économique équilibrée et exceptionnelle, urbanisation gigantesque (200 millions d'urbains nouveaux) et dans l'ensemble réussie, capacité d'absorption technologique remarquable – qualifiés de « miracle » ne le sont pas. Sans la révolution qui en a préparé les conditions ils n'auraient pas été possibles. J'ai fait référence à ce point de vue, que je partage avec la presque totalité des intellectuels chinois respectables, dans mes écrits antérieurs sur la Chine. Seuls les propagandistes de l'impérialisme américain et leurs émules européens et chinois font semblant de l'ignorer. Les résultats en termes sociaux – inégalités sociales et régionales, chômage et afflux de ruraux dans les villes – plus discutables et discutés (cf. mon article précédent) n'ont rien de comparable avec les catastrophes qu'on enregistre partout ailleurs dans les expériences du tiers monde capitaliste, dans celles qualifiées également de « miracles » (toujours sans lendemain) comme dans les autres. Les Chinois ignorent largement ces réalités et de ce fait sous estiment leurs propres succès. Mais quiconque connaît bien le tiers monde ne peut ignorer les différences gigantesques qui distancient la Chine des autres périphéries du système mondial.

« La Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de pauvres ». La Chine nourrit 22 % de la population mondiale bien qu'elle ne dispose que de 6 % des terres arables de la planète. Le véritable miracle se situe là. En rapporter l'origine principale à l'ancienneté de la civilisation chinoise n'est pas correct. Car s'il est vrai que jusqu'à la révolution industrielle la Chine disposait d'un équipement technologique plus avancé dans l'ensemble que toutes les autres grandes régions du monde, sa situation s'était dégradée pendant un siècle et demi et avait produit le spectacle d'une misère à grande échelle comparable à celle des pays de la périphérie ravagés par



l'expansion impérialiste, Inde et autres. La Chine doit son redressement remarquable à sa révolution. A l'autre extrémité de l'éventail des situations créées par l'expansion capitaliste mondiale je situerai le Brésil : « un pays riche où l'on ne voit que des pauvres ».

Peu de pays du tiers monde sont aussi pauvres que la Chine, en termes de rapports population/superficie arable. Seule à ma connaissance le Viet Nam, la Bengla Desh et l'Égypte lui sont comparables. Certaines régions de l'Inde, ou Java, le sont également, mais ni l'Inde, ni l'Indonésie dans leur ensemble. Et pourtant en Inde, en Égypte, au Bengla Desh, comme dans presque toute l'Amérique latine (Cuba excepté) le spectacle d'une misère incommensurable agresse tout observateur de bonne foi. Quiconque a parcouru des milliers de kilomètres à travers les provinces riches et les régions pauvres de la Chine, visité un bon nombre de ses grandes villes doit avoir l'honnêteté de dire qu'il n'y a jamais rencontré de spectacles aussi avilissants que ceux qu'on ne peut éviter dans les campagnes et les bidonvilles du tiers monde. La raison de ce succès de la Chine est sans le moindre doute sa révolution paysanne radicale et l'accès égal à la terre qu'elle a garanti.

La révolution chinoise a fait entrer la société de ce pays dans la modernité. La société chinoise est belle et bien moderne, et cela s'exprime dans tous les aspects du comportement de ses citoyens. J'entends par modernité cette rupture historique et culturelle à partir de laquelle les êtres humains se considèrent responsables de leur histoire (cf. S. Amin, *Les défis de la modernité ...* , annexe ; *Au delà du capitalisme sénile*). Une modernité toujours inachevée, en Chine comme ailleurs où elle domine la pensée, les idéologies et les comportements.

Cette modernité explique qu'on ne voit pas en Chine d'expression de ces névroses paraculturelles qui sévissent ailleurs, dans les pays musulmans, dans l'Inde hindouiste, en Afrique sub-saharienne. Les Chinois vivent leur temps, ne se nourrissent pas de ces variétés de nostalgie à l'égard d'un passé mythologique recomposé qui caractérisent ailleurs l'air du temps. Ils ne connaissent pas de problème « d'identité ».

Or si la modernité ne produit pas ipso facto la démocratie, elle en crée les conditions, impensable sans elle. Comparativement peu de sociétés de la périphérie du système capitaliste ont fait ce saut dans la modernité (la Corée et Taiwan constituent sur ce plan comme sur d'autres des exceptions dont je n'examinerai pas ici les raisons complexes). Au contraire le moment actuel est dans l'ensemble caractérisé sur ce plan par d'effroyables régressions à travers lesquelles s'exprime la faillite du capitalisme. « Le vieux monde se meurt, le nouveau n'est pas encore né, dans ce clair obscur se profilent des monstres » avait déjà écrit Gramsci.

Dans ce domaine le discours dominant concernant les prétendus héritages culturels favorables ou défavorables à la démocratie n'alimente que davantage de confusion. Car ce discours ignore la rupture que constitue la modernité, attribuant aux prétendues « cultures » des caractères invariants transhistoriques.

La modernité dans laquelle la Chine s'est engouffrée constitue un atout majeur pour son avenir. Je ne sais pas si elle produira suffisamment rapidement l'aspiration de son peuple à la démocratie et l'invention des formes adéquates de celle-ci. Mais cela n'est pas « impossible », et dépendra largement de l'articulation des luttes démocratiques et sociales.

La révolution et le plongeon dans la modernité ont transformé le peuple chinois plus qu'aucun autre dans le tiers monde contemporain. Les classes populaires chinoises ont confiance en elles mêmes, elles savent se battre et elles savent que la lutte paye. Elles se sont largement débarrassées des attitudes de soumission dont les expressions visibles constituent pour tout observateur de bonne foi une triste réalité dans tant d'autres pays. L'égalité est devenue une valeur essentielle de l'idéologie commune, comme elle l'est en France (qui elle aussi a fait une grande révolution), comme elle ne l'est pas aux États Unis (qui n'ont pas fait de révolution).

L'ensemble de ces transformations profondes se traduit par une combativité remarquable. Les luttes sociales sont quotidiennes, se chiffrent par milliers, prennent souvent des formes violentes et ne se soldent pas toujours par des échecs. Le pouvoir le sait et s'emploie à la fois à réprimer, à tenter d'éviter la cristallisation de fronts de lutte dépassant les horizons locaux (par l'interdiction de l'organisation autonome des classes populaires) et à en atténuer les dangers par l'art du « dialogue » et de la manipulation. Ces luttes n'ont pas l'heure de plaire à la plupart des défenseurs occidentaux « des droits de l'homme ». La démocratie au service de la lutte des classes ne les intéresse pas, elle en inquiète même certains. Par contre la revendication démocratique dont tous prennent la défense systématique et dont ils nous rebattent les oreilles est celle des « libéraux » dont le pouvoir tente aussi d'atténuer la virulence de leur défense des vertus du capitalisme !

6. La question nationale occupe tout également une place centrale dans les débats chinois et dans les luttes politiques qui opposent les partisans de lignes d'évolution différentes.

La Chine a été victime de l'agression impérialiste ininterrompue des puissances occidentales et du Japon de 1840 à 1949, comme toutes les nations d'Asie et d'Afrique. Ses agresseurs ont su passer des alliances avec les classes dominantes réactionnaires locales – « féodaux » et compradore (le terme même a été forgé par les communistes chinois), seigneurs de la guerre. La guerre de libération conduite par le Parti Communiste a rendu à la Chine sa dignité et reconstruit son unité (la question de Taiwan demeurant seule non solutionnée jusqu'ici). Tous les Chinois savent cela.

En dépit des régionalismes que la taille du pays génère fatalement, la nation chinoise (han) est une réalité (et je m'en félicite). Les seules questions nationales gérées d'une manière discutabile (encore que je ne partage pas du tout le point de vue des prétendus « défenseurs de la démocratie » passés à l'éloge – et au service – des lamas et des mollas, qui, au delà de leur obscurantisme, ont toujours exploité avec la plus grande violence barbare leurs propres peuples jusqu'à ce que la révolution chinoise vienne les en libérer), sont celles qui concernent les Tibétains et les Ouïgours. L'impérialisme s'emploie activement à exploiter ces faiblesses du régime.

J'irai un peu plus loin dans l'expression de mes intuitions. J'ai eu l'occasion, de discuter des problèmes les plus divers avec des dirigeants de rangs moyens élevés (guère plus), occupant des fonctions de natures diverses. Mon intuition (trop généralisante ?) est que ceux qui s'occupent de la gestion économique penchent plutôt à droite, mais que ceux qui gèrent le pouvoir politique demeurent lucides sur un point qui, pour moi, est fondamental : ils considèrent généralement l'hégémonisme de Washington comme l'ennemi numéro un de la Chine (comme nation et Etat, pas seulement parce qu'elle est « socialiste »). Ils le disent assez facilement et souvent. Je reste frappé par la différence, sur ce plan, entre leur langage et celui que j'ai entendu utiliser (avec conviction semble-t-il) par les dirigeants politiques soviétiques (et *a fortiori* ceux des ex démocraties populaires). Ces derniers m'ont toujours paru ne pas être du tout conscients des objectifs véritables de Washington et des alliés occidentaux dans son sillage. Le type de discours que Gorbatchev a prononcé en 1985 à Reykjavik, proclamant - avec une naïveté incroyable - la « fin » de l'hostilité des Etats Unis à l'égard de l'URSS, est impensable en Chine. Le hasard me faisait en discuter peu après à Pékin. Tous les Chinois étaient abasourdis par cette stupidité et, s'échauffant, n'hésitaient pas à conclure : les Etats Unis sont et resteront notre ennemi, l'ennemi principal.

Les Chinois ont une conscience forte de la place que leur nation a occupé dans l'histoire. Le nom du pays – Choung Kuo – ne fait référence à aucune « ethnie » spécifique ; il signifie « empire du Milieu » (et République populaire chinoise se lit en chinois République populaire de l'empire du Milieu » !). Le déclin de leur nation leur a été insupportable. C'est pourquoi l'intelligentsia chinoise a toujours tourné ses regards vers ceux des « modèles » extérieurs qui, de leur avis, leur permettraient de découvrir ce qu'ils leur fallait faire pour rendre à la Chine sa place dans le monde moderne. Depuis le 4 Mai 1919 ce modèle était soit celui du Japon (dont s'inspirait le Kuo Min Tang) soit celui de la Russie révolutionnaire (qui s'est finalement imposé parce qu'il associait le combat contre l'impérialisme à une transformation sociale révolutionnaire qui engageait tout le peuple). Le Japon en crise, la Russie effondrée, l'Europe elle même s'employant à imiter les Etats Unis, la Chine risque de ne plus voir la modernité et le progrès qu'à travers le « modèle américain », qui est pourtant celui de leur adversaire comme l'était hier le Japon. La Chine, grande nation, se compare toujours aux plus puissants.

Je ne veux pas sous estimer les dangers gigantesques que ce regard implique. Il nourrit dans la nouvelle génération l'illusion de « l'amitié américaine ». Il contribue à faire oublier l'importance décisive, pour faire reculer l'hégémonisme agressif des Etats Unis, de la reconstruction d'un internationalisme des peuples. Car derrière les classes dirigeantes européennes, alignées sur la stratégie de Washington dans le souci exclusif de défendre les intérêts communs du capital dominant du nouvel impérialisme collectif de la triade, il y a des peuples dont la vision de la modernité n'est pas celle que le néo-libéralisme mondialisé et américanisé veut imposer. Derrière les pouvoirs compradores aux abois dans le tiers monde, il y a des peuples qui ont hier fait reculer l'impérialisme de l'époque en exprimant à travers le Mouvement des Non Alignés, la solidarité des peuples afro-asiatiques. La construction par la Chine du chemin de fer Tanzanie-Zambie (Tanzam), la seule initiative lourde qui ait libéré l'Afrique australe de sa dépendance physique à l'égard du régime de l'apartheid de l'Afrique du Sud, l'action des médecins chinois dans les villages les plus reculés de l'Afrique, ont valu une immense popularité à la Chine de l'époque. Faire revivre la solidarité des peuples africains et asiatiques face aux agressions sauvages de l'hégémonisme américain, en cours et à venir, constitue aujourd'hui l'une des tâches parmi les plus importantes de la stratégie anti-impérialiste nécessaire, pour la Chine comme pour les autres.

C'est la condition pour que le devant de la scène dans la résistance à l'impérialisme ne soit plus occupé par des Saddam Hussein et Ben Laden.

7. Toutes les grandes révolutions – la française, la russe et la chinoise – se sont projetées loin en avant des « exigences du moment » et des transformations immédiates nécessaires dans les sociétés qui ont été leur théâtre. La République fraternelle et populaire que 1793 voulait construire « tout de suite », le communisme sous le drapeau duquel les Russes et les Chinois ont conduit leur révolution, formulaient les utopies créatrices nécessaires pour un avenir plus lointain.

On ne devrait donc pas être surpris que toutes les grandes révolutions aient été suivies de reculs, de « restaurations », de « contre révolutions ». Mais si ces reculs ont remis les pendules à l'heure, ils ne sont pas parvenus à éradiquer les semences fécondes des visions révolutionnaires plus généreuses. Seules les petites révolutions – si tant est que le terme même de révolution puisse leur convenir – comme la « glorieuse » (peu glorieuse) révolution anglaise de 1688, la prétendue révolution américaine qui n'a rien modifié dans le système social colonial mais seulement transféré le pouvoir politique en dernier ressort de la métropole aux colons, peuvent se vanter d'avoir « réussi à 100 % », n'ayant pas fait grand' chose que d'enregistrer ce qui se produisait spontanément dans la société.

Le recul est néanmoins toujours une chose fort grave. Il menace la Russie de quasi disparition en tant que nation même, sans qu'on ne voit encore les signes d'un ressaisissement. Il menace la Chine de s'embourber dans la voie d'un capitalisme périphérique sans avenir.

Dresser la liste des phénomènes négatifs qui traduisent la réalité déjà bien présente de ce danger n'est pas difficile.

La nouvelle bourgeoisie chinoise n'est pas moins égoïste et vulgaire que ne le sont les bourgeoisies compradore du tiers monde contemporain. Elle n'occupe pas (encore ?) le devant de la scène politique, mais elle ne manque pas de moyens (de corruption entre autre) pour peser sur les décisions.

Les jeunes de la nouvelle classe moyenne en plein essor offrent le même spectacle « d'américanisation », d'un caractère sans doute superficiel dans ses apparences immédiates, mais derrière lequel se cache une dépolitisation grave. Des jeunes ouvriers étaient envoyés en URSS apprendre à fabriquer des moteurs d'avion. Les fils de la nouvelle classe moyenne vont aux Etats Unis apprendre le « management » d'hôtels !

Dans ces conditions l'avenir de la Chine reste incertain. La bataille du socialisme n'y a pas été gagnée. Mais elle n'a pas (encore ?) été perdue. Et à mon avis elle ne le serait que le jour où le système chinois aura renoncé au droit à la terre de tous ses paysans, comme j'ai essayé de le montrer plus haut. Jusque là les luttes politiques et sociales peuvent infléchir le cours des évolutions.

La classe politique dirigeante s'emploie à maîtriser ces luttes par le seul moyen de sa dictature bureaucratique. Des fragments de cette classe pensent également circonvenir par ce même moyen l'émergence de la bourgeoisie. La bourgeoisie et les classes moyennes dans leur ensemble ne sont pas décidées à se battre pour une démocratie (« à l'américaine »). A l'exception de quelques idéologues, ces classes acceptent sans difficulté le modèle de l'autocratie « à la manière asiatique », pourvu que celle-ci autorise le déploiement de leurs appétits de consommateurs. Les classes populaires se battent sur les terrains de la défense de leurs droits économiques et sociaux. Parviendront-elles à unifier leurs combats, à inventer des formes d'organisation adéquates, à formuler un programme alternatif positif, à définir le contenu et les moyens de la démocratie qui peut le servir ? A long terme cela me paraît fort possible, compte tenu de ce que j'ai dit concernant les peuples qui sont passés par l'expérience de grandes révolutions. A moyen terme je n'en sais rien.

C'est pourquoi chacun des quatre scénarios que j'avais dessiné dans un article précédent me paraît toujours autant possible que les autres.

Le meilleur de ces scénarios impliquerait un infléchissement en direction de la construction d'un socialisme de marché conçu comme étape dans la longue transition au socialisme mondial.

Le pire – celui auquel les impérialistes n'ont jamais renoncé – se solderait par l'éclatement de la Chine, « puissance trop grande » aux yeux de l'establishment de Washington.

Entre les deux le maintien du « compromis » en place ou son évolution à droite tout en sauvegardant l'unité du pays et sans faire de concession à la démocratie, peuvent paraître constituer l'alternative la plus probable à court terme. Il reste que ces compromis ne peuvent garantir ni la stabilité de cette forme particulière de « capitalisme à la chinoise » (quand bien même on la qualifierait de « socialisme à la chinoise »), ni même, je crois, la poursuite d'une modernisation économique accélérée.